

de satisfaire les municipalités et d'éviter que le gouvernement du Québec aille jusqu'à menacer les municipalités de pénalités parce que le gouvernement fédéral voulait donner directement des subventions aux municipalités. La concertation, la coopération, le respect d'un fédéralisme vécu, ça se fait dans le respect des juridictions provinciales. Ce que le ministre des Finances ne dit pas, ce qu'il ne respecte pas et ce que ce gouvernement ne veut pas respecter, monsieur le Président! Alors, j'insiste à l'occasion du débat sur le budget pour que le ministre des Finances saisisse bien l'importance de régler cette entente au nom de 1,250 municipalités qui attendent et qui espèrent que le gouvernement fédéral va finalement oublier ses raisons partisanses et accepter de signer une entente avec le Québec, ce qui permettrait à ces municipalités d'avoir des fonds fédéraux et qui n'empêcherait pas les députés libéraux du Québec, et moi comme conservateur, d'applaudir à cette entente et de dire aux gens du Québec que, oui, la redistribution équitable des impôts du Québec payés à Ottawa, elle leur revient de façon respectueuse.

Et là-dessus, monsieur le Président, je dois accuser le gouvernement de mauvaise foi, et je dois accuser le gouvernement de ne pas faire le nécessaire pour régler une entente aussi urgente et aussi importante pour le Québec. Bien sûr, on aimerait mieux faire ce qu'on a fait depuis quelques mois. On aimerait mieux «tripoter» 250 millions de dollars destinés au Québec et lancer des projets à qui mieux mieux, sans donner d'information suffisante aux gens de l'opposition! Monsieur le Président, vous savez que ça frise la corruption, ce genre de méthode... Et c'est inacceptable! Il eut été préférable de signer cette entente avec le gouvernement du Québec. Bien sûr que les députés libéraux du Québec se sentaient gênés lorsqu'ils se faisaient dire par les maires des municipalités, par des citoyens du Québec: Comment se fait-il qu'on ne peut pas bénéficier des sommes d'argent du gouvernement fédéral? Voilà la raison pour laquelle ils ont jugé bon d'établir un programme qui leur permettait, sous leur propre direction, de diriger des crédits vers le Québec au sujet des projets le plus souvent présentés par des partisans du parti ce qui en même temps leur permettait de tenter d'améliorer leur cote de popularité au Québec! Parce qu'au Québec comme ailleurs au pays, on sait que la cote de popularité du gouvernement est à la baisse.

Voilà, monsieur le Président, le genre d'observations qu'il est nécessaire de faire en cette Chambre.

J'implore, j'exhorte le caucus libéral du Québec, les ministres libéraux du Québec, de régler cette entente le plus rapidement possible et si jamais ils refusaient, mardi prochain, parce que je sais qu'ils ont à étudier cette question-là au Cabinet des ministres, il y a quand même des libéraux du Québec qui en ont assez de cette absence d'entente, et c'est la raison pour laquelle je tiens mes informations de très bonne source, monsieur le Président.

Également, le ministre des Finances parle de stabilité cohérente en politiques économiques! Comment le ministre des Finances peut-il être pris au sérieux par le monde des affaires, lorsque dans son budget on ne voit nulle part l'importance qu'il devrait attacher pour augmenter les crédits à la recherche et au développement! Monsieur le Président, l'homme d'affaires, le Canadien moyen sait parfaitement bien que la base d'une

Le budget—M. La Salle

orientation économique à long terme, lorsqu'on parle d'efficacité dans l'industrie, d'augmentation de la productivité dans l'industrie, lorsqu'on parle de l'importance de moderniser l'industrie traditionnelle pour la sauvegarde de nos emplois traditionnels, lorsqu'on parle également de trouver de nouvelles technologies pour des créations d'emplois, chez nous au Canada, elle est à la base et à la fine pointe d'une recherche plus poussée. Aucun crédit, monsieur le Président! Aucun crédit dans le discours du budget pour augmenter des fonds à la recherche et au développement, et chez nous ça veut dire quelque chose! C'est la base de toute politique éventuelle sur le plan économique. Comment pourrait-on faire croire, comment pourrait-on augmenter la confiance des Canadiens si on ne pouvait d'abord disposer de crédits suffisants à une recherche plus poussée, ce qui conséquemment nous permettrait de faire un développement rationnel et nécessaire en fonction de nos besoins, monsieur le Président?

C'est impensable de voir le ministre des Finances nous présenter ce document sans d'abord et avant tout établir sa pierre angulaire sur une recherche, sur des crédits favorisant une recherche plus poussée. On sait parfaitement bien, monsieur le Président, que nos industries pourraient profiter des marchés extérieurs dans la mesure où elles auraient une recherche suffisamment poussée pour connaître la possibilité des marchés extérieurs. De plus, cette recherche plus poussée pourrait permettre à nos syndiqués de mieux comprendre l'importance de la productivité si ces employés-là veulent que leur industrie survive à la concurrence que nous avons sur le plan international. Mais quand on fait fi de ces sommes d'argent nécessaires à une recherche et à un développement plus poussés, on ferme la porte à cette relance économique qui est pourtant urgente.

Lorsqu'on parle d'une meilleure collaboration avec le secteur privé, lorsque j'entends le ministre des Finances qui a perdu sa crédibilité le jour où il a, comme ministre de l'Énergie, combattu féroce et avec acharnement et avec acharnement le secteur privé, le ministre aujourd'hui se traîne aux genoux des hommes d'affaires en les sollicitant et en leur demandant de coopérer à cette relance économique. Pour comble d'optimisme de sa part, il parle aujourd'hui d'expansion économique. Monsieur le Président, nous connaissons la situation actuelle. On sait que la récession économique que nous avons connue a fait beaucoup plus mal et je ne pense pas que cette relance économique soit, «repartie» comme le dit le ministre des Finances actuellement. Mais cette collaboration du secteur privé, il ne peut pas l'avoir compte tenu de son comportement récent. C'est pour ces raisons-là, monsieur le Président, que lorsque j'entendais tantôt... et je termine là-dessus, lorsque j'entendais le ministre de l'Industrie et du Commerce dire, prétendre qu'un budget conservateur pourrait effrayer les Canadiens, je vous dis tout de suite que les Canadiens par milliers réclament un jugement populaire pour condamner comme il le mérite un gouvernement qui a fait preuve d'une faillite aussi monumentale, et ça dans tous les domaines, monsieur le Président!

Le président suppléant (M. Guilbault): Une période de 10 minutes est allouée pour les questions et les commentaires. L'honorable député de Comox-Powell River (M. Skelly) a la parole.